

La campagne pour les législatives commence aujourd'hui au Venezuela



Par Guillermo Alvarado

La campagne en vue des élections législatives au Venezuela, fixés au 6 décembre a débuté ce vendredi au milieu d'un panorama caractérisé par les agressions constantes des forces conservatrices et de droite, aussi bien locales qu'internationales, contre la Révolution Bolivarienne et ses institutions.

Bien que le système électoral vénézuélien soit considéré comme l'un des plus sûrs, rapides et transparents de la région comme cela a été démontré lors des suffrages précédents, les groupes de pouvoir économique, intéressés à réinstaurer le passé dans ce pays, insistent à faire des critiques sans fondement, qui sont rapidement amplifiées par la presse internationale.

Un exemple clair est la lettre de Luis Almagro, le Secrétaire général de la discréditée et vétuste organisation des États Américains, l'OEA. En assumant le rôle de consul impérial, il met en question de nombreux aspects de l'organisation des élections. Il ose même assurer que les conditions requises pour garantir la transparence, ne sont pas créées.

C'est dommage qu'Almagro, qui a été ministre des affaires étrangères d'un gouvernement aussi prestigieux que celui du président uruguayen, José Mujica, se soit prêté au sale jeu des États-Unis et de leurs acolytes dans la région, pour agresser un peuple qui a travaillé sans répit ces derniers temps pour éradiquer la pauvreté, les inégalités et l'exploitation et qu'il a impulsé la solidarité et l'intégration entre les pays de la région.

La lettre infâme d'Almagro a été immédiatement diffusée par les médias de l'OEA et reprise par des journaux dont tout le monde sait qu'ils sont très proches de la droite néolibérale, comme El País, d'Espagne, Le Nuevo Herald, de Miami, la chaîne britannique BBC et bien entendu, les médias de droite au Venezuela.

Selon ce monsieur, qui a une mémoire assez mauvaise et une vue très courte, les autorités vénézuéliennes n'acceptent pas que des observateurs internationaux participent aux élections. Ces déclarations contrastent avec la décision de l'Union des Nations Sudaméricaines et la Communauté des États latino-américains et caribéens, qui enverront du personnel qualifié pour accompagner les élections et garantir leur efficacité.

Bien sûr que ni le Venezuela, ni aucun autre pays qui se respecte, n'accepterait une mission de l'OEA, qui plus qu'observer, ce qu'elle ferait s'est s'immiscer dans les affaires internes de ce pays.

Où se trouvait Monsieur Almagro et l'OEA lors des invasions étasuniennes contre le Guatemala, la République Dominicaine, la Grenade ou le Panama? Qu'a fait cette institution couverte de honte lors du coup d'état contre Manuel Zelaya au Honduras? Pourquoi n'a-t-elle pas accouru défendre les institutions en avril 2002, lorsque la droite a tenté, de façon infructueuse, de renverser le président Hugo Chávez?.

La campagne électorale a commencé aujourd'hui. Il revient au peuple vénézuélien de décider de la composition de son organe législatif. Nous, ses voisins et amis, nous devons suivre avec attention et respect le cours des événements. Ses ennemis, qui sont incapables de respecter, devraient du moins, se taire et arrêter de jouer le rôle de ventriloque.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/75778-la-campagne-pour-les-legislatives-commence-aujourd'hui-au-venezuela>



Radio Habana Cuba